



# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025**

## SOMMAIRE

Préambule	3
1. Le contexte économique général	4
2. La loi de finances	6
2.1. Les concours de l'Etat	6
2.2. La mesure phare de la loi de Finances initiale (LFI) pour 2025 : la création d'un dispositif de lissage conjoncturel « DILICO »	7
2.3. Les évolutions des dotations	8
2.4. Quelles progressions des bases de fiscalité ?	8
2.5. Les mesures de soutien à l'investissement	9
2.6. Le FCTVA	10
2.7. Les autres mesures	10
3. Commune d'Aubenas : examen des résultats et synthèse financière	11
4. La gestion des ressources humaines	15
5. Le compte administratif 2024	19
6. Le budget général pour 2025	22
7. La dette	24
8. Les investissements	27
9. Les budgets annexes	
9.1. Budget Eau	30
9.2. Budget Assainissement	33
9.3. Budget abattoir	37
9.4. Budget stationnement des parcs publics aménagés	39
9.5. Budget camping : clôture	40
9.6. Budget France service : continuité de service dans le budget général	41
9.7. Budget CAC	42

# PREAMBULE

## 1. Les objectifs du débat d'orientation budgétaire

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif,
- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité
- de présenter la structure de la dette

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité. A ce titre, il doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget.

## 2. Le contenu du rapport d'orientation budgétaire (ROB)

- Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre l'EPCI et les communes membres.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget, notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
- A la structure des effectifs ;
- Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- A la durée effective du travail dans la collectivité ;
- A l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget ;
- Eventuellement, à la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines.

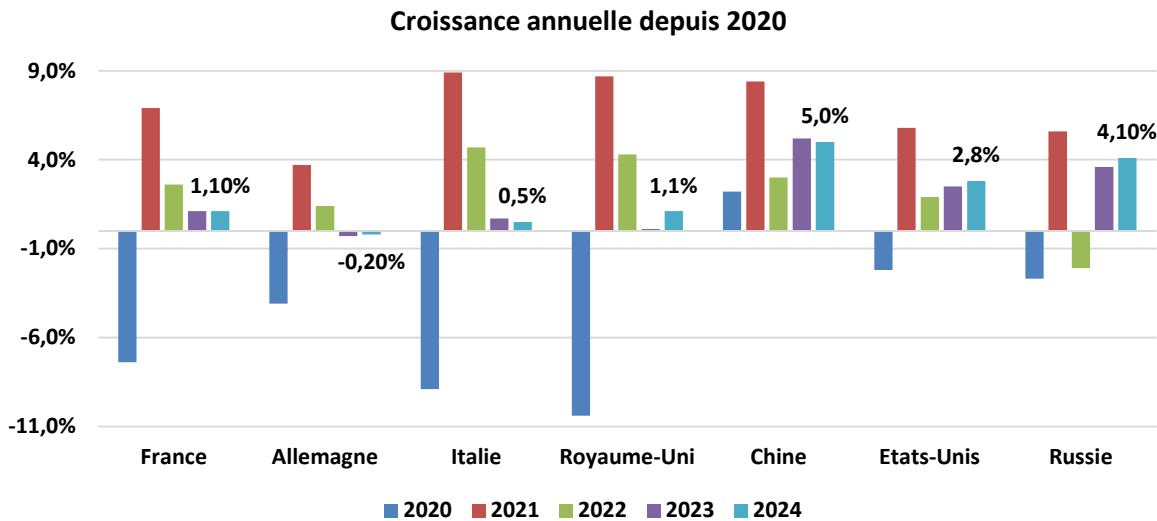
## 3. La publicité du ROB et du DOB

Il est pris acte du débat par une délibération spécifique. Le ROB est mis à la disposition du public au siège de la collectivité dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

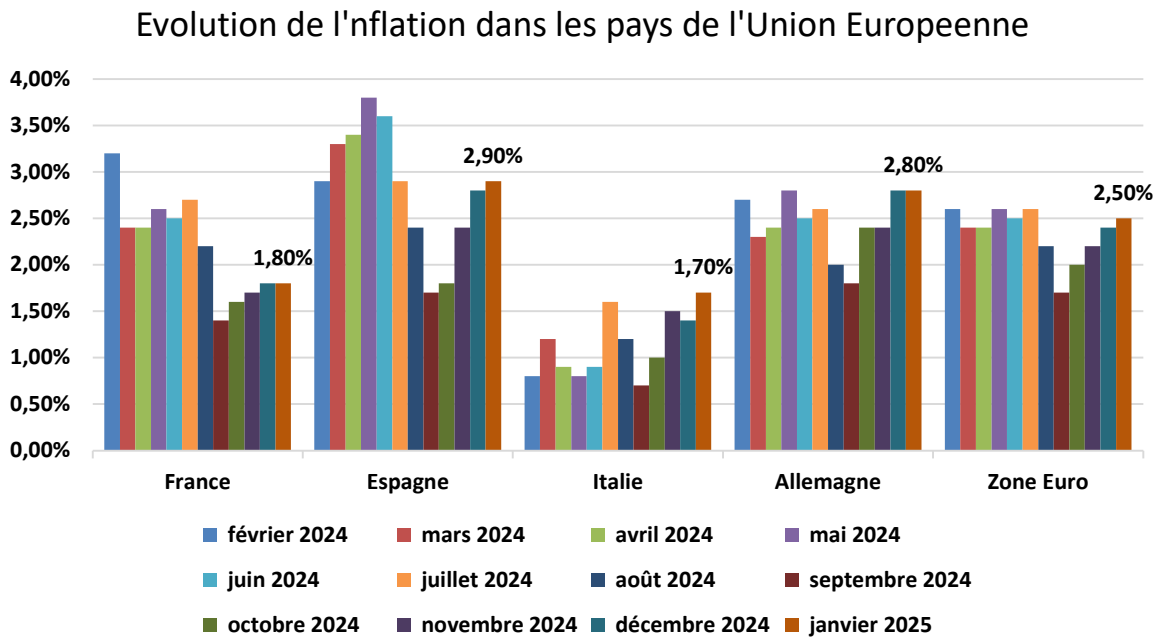
# 1. Le contexte économique général

Monde et zone euro : les pays de l'Union européenne à la peine

Croissance



Inflation



France : déficit et croissance des perspectives réalistes mais peu engageantes

Prévisions de croissance (PIB volume)		
prévisions annuelles France	2024	2025
Insee (déc 2024)	+1,1%	x
Banque de France (déc 2024)	+1,1%	+0,9%
Commission Européenne (nov 2024)	+1,1%	+0,8%
OCDE (déc 2024)	+1,1%	+0,9%
FMI (oct 2024)	+1,1%	+1,1%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,1%	+1,1%
prévisions annuelles Zone Euro	2024	2025
BCE (déc 2024)	+0,7%	+1,1%
Commission Européenne (nov 2024)	+0,8%	+1,3%
OCDE (déc 2024)	+0,8%	+1,3%
FMI (oct 2024)	+0,8%	+1,2%

Prévisions d'inflation	
prévisions annuelles France	2025
Insee (déc 2024)	x
Banque de France (déc. 2024)	+1,6%
Commission Européenne (nov 2024)	+1,9%
OCDE (déc 2024)	+1,6%
FMI (oct 2024)	+1,6%
Gouvernement (PLF 2025)	+1,8%
prévisions annuelles Zone Euro	2025
BCE (déc 2024)	+2,1%
Commission Européenne (nov 2024)	+2,1%
OCDE (déc 2024)	+2,1%
FMI (oct 2024)	+2,0%

Des prévisions moindres et de fait plus atteignables mais offrant peu de perspectives de redressement : la loi de finances pour 2025 prévoit, ainsi, malgré les efforts de 30 milliards d'économie et les nouvelles ponctions sur les collectivités, une dette publique à 115% du PIB (en augmentation de 2,9 points par rapport à l'exercice précédent)<sup>2</sup>, des prélèvements obligatoires à 43,5% du PIB, des dépenses de l'Etat qui continuent d'augmenter à un rythme supérieur à l'inflation, et un déficit public (étranger aux mairies puisque leurs budgets de fonctionnement ne peuvent être déficitaires en raison du respect de la « règle d'or ») à 5.4% du PIB.

## Politique monétaire : poursuite de l'assouplissement de la BCE

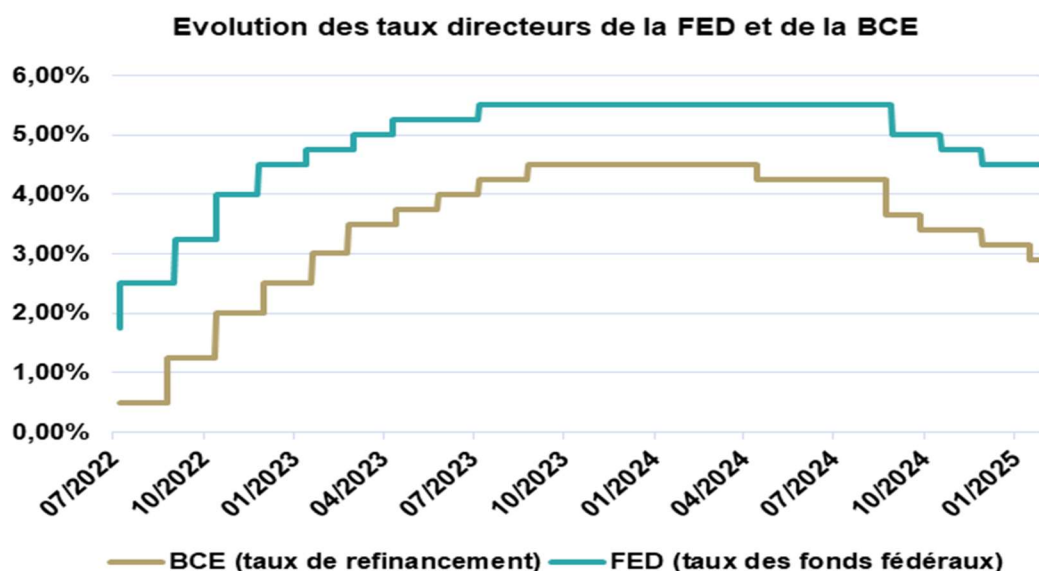
Lors de sa première réunion de politique monétaire de l'année, le 30 janvier 2025, la Banque centrale européenne a décidé de poursuivre la politique de réduction de ses taux directeurs. La facilité de dépôt, à travers laquelle le Conseil des gouverneurs pilote l'orientation de la politique monétaire, est désormais fixée à 2,75%.

Par sa décision du 30 janvier 2025, la Banque centrale européenne (BCE) poursuit son cycle d'assouplissement monétaire dans un contexte de perspectives économiques incertaines lié à la nouvelle politique économique américaine. Cette baisse des taux directeurs est destinée à favoriser l'investissement et encourager la consommation. La BCE estime que le processus de désinflation est en bonne voie.

Il s'agit de la cinquième baisse des taux depuis juin 2024. Le taux de facilité de dépôt était alors de près de 4%. Cette baisse de 25 points de base (0,25 point de pourcentage) constitue un compromis à la fois entre les divergences économiques des États et entre les partisans d'une politique monétaire plus souple face à ceux qui défendent une position plus stricte.

Le taux de refinancement et le taux de prêt marginal sont également abaissés de 0,25 point de pourcentage, passant respectivement de 3,15% à 2,90% et de 3,40% à 3,15%. La BCE juge que "grâce aux récentes baisses des taux directeurs par le Conseil des gouverneurs, le coût des nouveaux emprunts pour les entreprises et les ménages diminue progressivement."

<sup>2</sup> Le pic de la dette, qui a largement dépassé les 3 000 milliards reste attendu à 116,5% du PIB en 2027.



## 2. La loi de finances (loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025)

Le dérapage vécu sur le budget de l'Etat en 2024 est essentiellement dû à des recettes en baisse significative (24,4 milliards d'euros) par rapport aux prévisions<sup>4</sup> et des investissements cumulés sur le mandat qui progressent plus que l'inflation.

Adoptée le 14 février 2025, la nouvelle loi de finances s'inscrit à nouveau dans une stratégie pluriannuelle de redressement des comptes publics, prévoyant de demander aux collectivités territoriales 2,2 milliards d'euros d'économies (au lieu des 5 milliards prévu dans le projet initial de l'automne).

### 2.1. Les concours de l'Etat

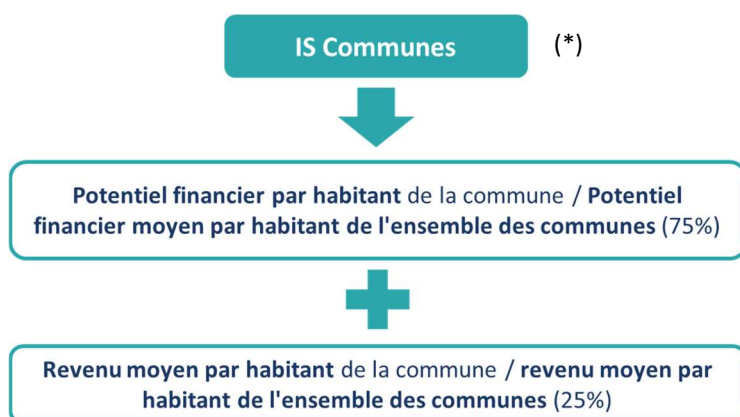
Le montant total des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales (crédits budgétaires, prélèvements sur recettes et TVA affectée aux régions) pour 2025, à périmètre courant, s'élève à 53,4 Md€ en CP hors mesures exceptionnelles. Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités locales, les crédits de la mission relations avec les collectivités territoriales ainsi que le fonds de compensation de la TVA.

<sup>4</sup> réparties comme suit 14,3 Mds de manque à gagner sur les produits de l'impôt sur les sociétés (IS) ; 5,3Mds de manque à gagner sur les produits de l'impôt sur le revenu (IR) et 4,8Mds de manque à gagner sur le produit de la TVA revenant à l'Etat (la progression de la TVA a été de +0,8% versus une estimation à +4,8%). Source : analyse financière du bloc communal de novembre 2024 de l'Association des Maires de France

## 2.2. La mesure phare de la loi de Finances initiale (LFI) pour 2025 : la création d'un dispositif de lissage conjoncturel « DILICO »

Pourquoi ?	Lisser dans le temps les recettes fiscales des collectivités territoriales afin de contribuer au redressement des comptes publics
Combien ?	1 milliard d'euros de régulation réparti entre le bloc communal, les départements et les régions
Pour qui ?	Environ 2 100 collectivités en fonction d'un indice synthétique (IS)
Et ensuite ?	90 % du montant régulé reversé sur trois ans aux collectivités contributrices Abondement des 10 % restants au profit du FPIC

**Si IS > 110% de l'IS médian = CONTRIBUTION**



### Les exonérations au « DILICO »

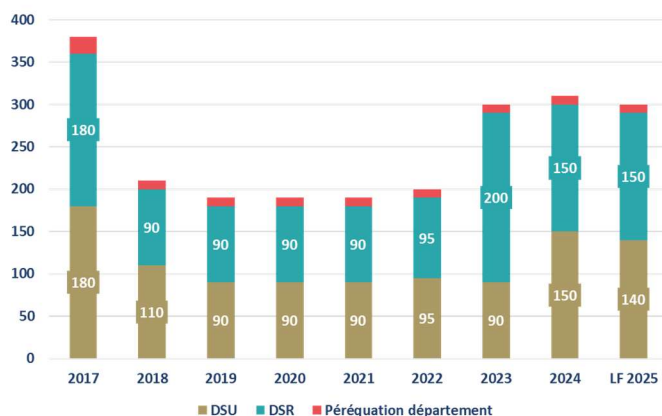
Les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants et les 30 premières communes de 5 000 à 9 999 habitants éligibles à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)

(\*) IS = Indice synthétique

## 2.3. Les évolutions des dotations

### Abondements de la péréquation verticale (en M€)

Abondements de la péréquation verticale (en M€)



#### Recommandations pour les communes

- ✓ **DF** : stabilité en 2025 si population inchangée sauf pour les communes écrêtées (prévoir au moins 75% de l'écrêtement de 2022)
- ✓ **DSU** : progression légèrement inférieure à 2024
- ✓ **DSR** : progression similaire à 2024
- ✓ **DNP** : stabilité ou application tunnel d'évolution de - 10%/an

### Les conditions d'éligibilité à la DSU

#### Éligibilité des communes de 10 000 habitants et plus

2/3 des communes de plus de 10 000 habitants

15% Le nombre de logements sociaux

30% Le nombre de bénéficiaires des aides au logement

30% Le potentiel financier

25% Le revenu par habitant

#### Éligibilité des communes de 5 000 à 9999 habitants

#### Nouveauté LF 2025 :

Modification technique de la notion de « logements sociaux » :

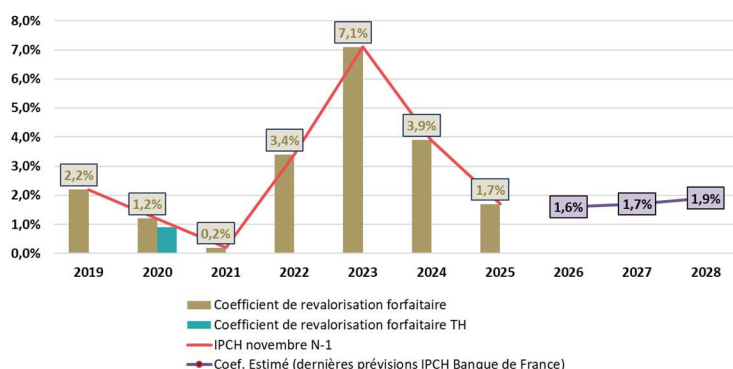
Seront désormais retenus **tous les logements sociaux répertoriés** comme des logements locatifs sociaux, et non plus uniquement les logements sociaux des HLM et SEMI, ainsi que les logements ayant fait l'objet d'une opération de requalification de copropriétés dégradées.

## 2.4. Quelles progressions des bases de fiscalité ?

La dynamique des prélèvements sur recettes d'origine fiscale conduit également à une hausse par rapport à la LFI2024 de +286 M€ en 2025, sous l'effet du coefficient de la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales.



## Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales



### RECOMMANDATIONS

Compte tenu des dernières données disponibles concernant l'IPCH, il est recommandé d'adopter l'approche suivante en prospective : appliquer le coefficient de revalorisation forfaitaire en 2025.

Puis, appliquer en 2026, 2027 et 2028 les prévisions relatives à l'IPCH annoncées par la Banque de France.

Sources : INSEE, Banque de France et Finance Active

## 2.5. Les mesures de soutien à l'investissement

### 2.5.1. Le fond vert

Une baisse du soutien des collectivités par l'Etat se constate également dans la baisse importante du fonds vert. Alors que 2,5 milliards étaient alloués à ce programme dans le budget 2024, le gouvernement Bayrou a décidé de reprendre à son compte la baisse d'1,5 milliard du fonds vert que comportait déjà le projet de loi de finances 2025 du gouvernement Barnier, censuré le 4 décembre dernier. Le fonds vert ne sera plus que d'1 milliard d'euros.

	Rappel de l'enveloppe 2024	Enveloppe définitive 2024	Enveloppe 2025	Eligibilité	Objet
Fonds vert	2,5 Mds €	1,5 Mds €	1,15 Mds €	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	En priorité la rénovation des écoles Toutes actions renforçant la performance environnementale (rénovation des bâtiments publics), l'adaptation (prévention des inondations, recul du trait de côté) ou encore l'amélioration du cadre de vie (recyclage des friches).

### 2.5.2. Les autres dotations

Les dotations d'investissement 2025 allouées aux communes et EPCI se stabilisent au montant alloué sur 2024 soit 1,8 milliards dont :

- Dotation d'équipement des territoires ruraux DETR : 1 046 M€ (iso par rapport à 2024)
- Dotation de soutien à l'investissement local DSIL : 420 M€ (baisse de 150 M€)
- Dotation politique de la ville DPV : 150 M€ d'euros (iso par rapport à 2024)

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'Etat renforce le verdissement de ces dotations. L'objectif de financements de projets concourant à la transition écologique est accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant) et introduit à hauteur de 20 % pour la DETR.

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250313-DEL2025-020-DE  
Date de télétransmission : 18/03/2025  
Date de réception préfecture : 18/03/2025

	DSIL	DPV	DETR	DSID
Enveloppe 2025	420 M€	150 M€	1,046 Mds€	212M€
% part consacrée à la transition écologique	43% (231 M€)		29% en 2023 (293 M€)	43% en 2023 (86 M€)
Eligibilité	Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR	Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains	Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate	Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier
Objet	Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants	éducation, culture; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social...	économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics	Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural
Attribution	Par le préfet de région	Par le préfet de département	Par le préfet de département	Par le préfet de région

## 2.6. Le FCTVA

Aucune modification n'est à prévoir car le projet d'une baisse de 10% du taux de FCTVA porté par le gouvernement Barnier a été abandonné par le nouveau gouvernement.

Texte	Taux de FCTVA	Année de la dépense d'équipement	2023	2024	2025
PLF 2025 Barnier	<b>14,85%</b>	N	16,404%	16,404%	16,404%
LF 2025	<b>16,404%</b>	N+1	16,404%	16,404%	16,404%
		N+2	16,404%	16,404%	16,404%

A retenir que les dépenses de fonctionnement restent également éligibles au FCTVA.

## 2.7. Les autres mesures

- Création d'un versement mobilité au taux de 0,15% au profit des régions (art 118)
- Les départements peuvent relever le taux des DMTO de 4,5% à 5% pendant trois ans (art 116)
- La Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires est recentrée sur les seules résidences secondaires (art 110). Plusieurs types de locaux sont exonérés de THRS, comme les locaux qui font l'objet d'un usage exclusivement professionnel, les locaux destinés à l'hébergement d'urgence, ou destinés au logement des élèves dans les écoles ou pensionnats par exemple. Un décret définit les obligations déclaratives et justificatifs à produire.
- Le niveau d'indemnisation des arrêts maladie de courte durée des fonctionnaires est porté à 90%, contre 100% actuellement (art 189)
- Augmentation progressive des taux de cotisations employeurs à la CNRACL sur 4 ans, avec une première hausse de 3 points en 2025.

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250313-DEL2025-020-DE  
Date de télétransmission : 18/03/2025  
Date de réception préfecture : 18/03/2025

### 3. Commune d'Aubenas : examen des résultats et synthèse financière

	RESULTATS DE L'EXERCICE (en milliers d'euros)			
	mandats émis	titres émis	reprise du résultat exercice antérieur	solde
TOTAL DU BUDGET	27 224	28 052	-233	595
INVESTISSEMENT	8 854	7 252	-933	-2 534
FONCTIONNEMENT	18 370	20 800	700	3 129

	RESTES A REALISER (en milliers d'euros)		
TOTAL DES RAR	2 143	2 636	493
INVESTISSEMENT	2 143	2 636	493
FONCTIONNEMENT	0	0	0

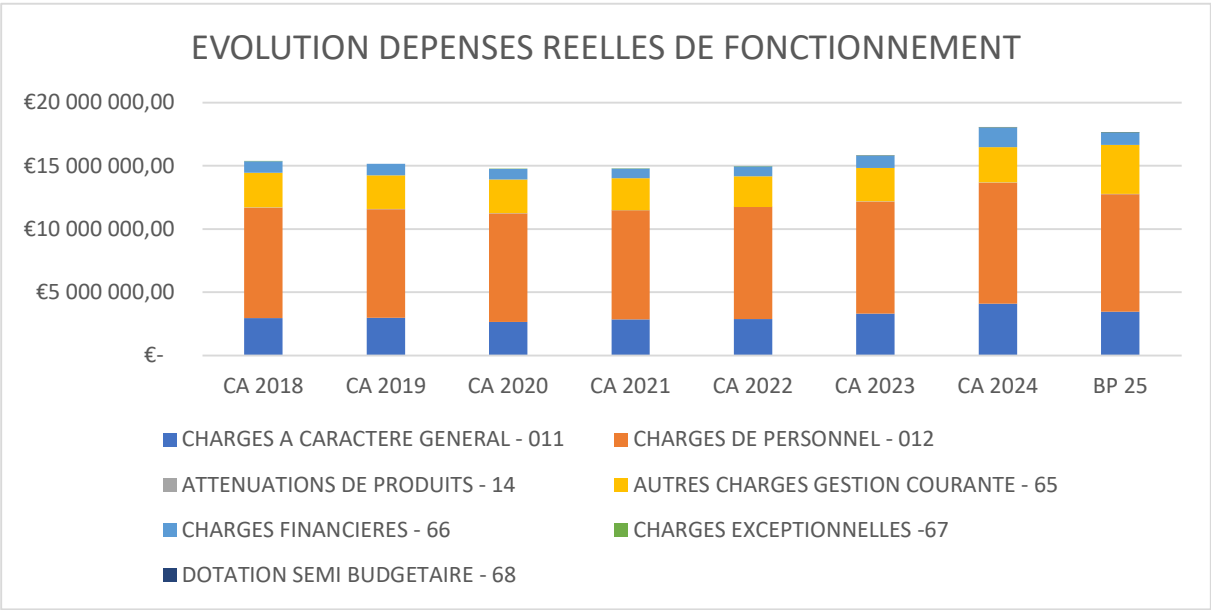
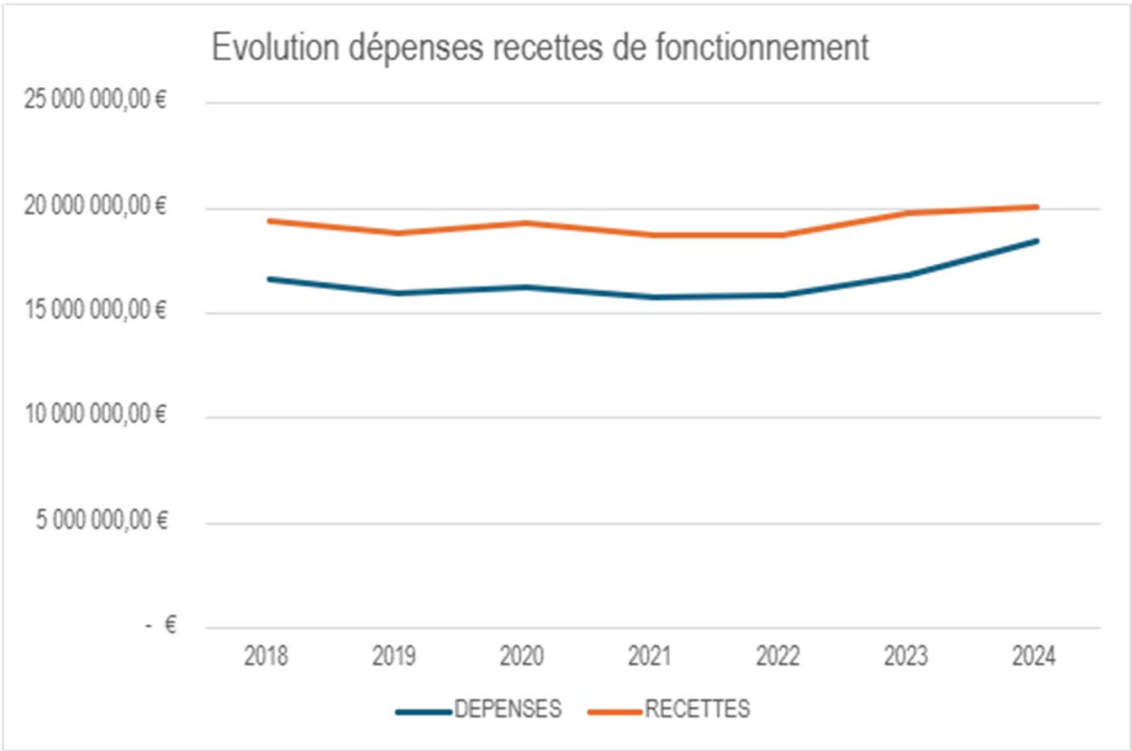
	RESULTATS CUMULES (en milliers d'euros)
TOTAL	1 088
INVESTISSEMENT	-2 041
FONCTIONNEMENT	3 129

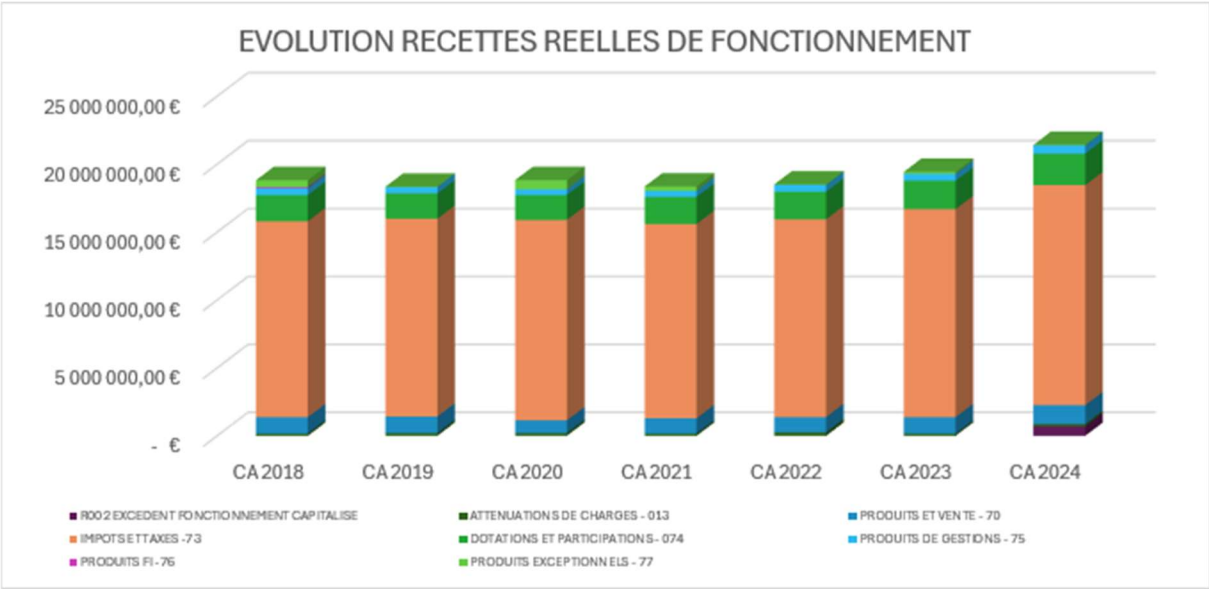
Sur l'exercice 2024,

- la section de fonctionnement est excédent de clôture : + 3 129K€ (2 964K€ sur 2023)
- la section d'investissement affiche un besoin de financement annuel de 2 534K€ (565K€ sur 2023)
- les reports étant excédentaires à 493K€, le besoin de financement cumulé est de 2 041 K€.

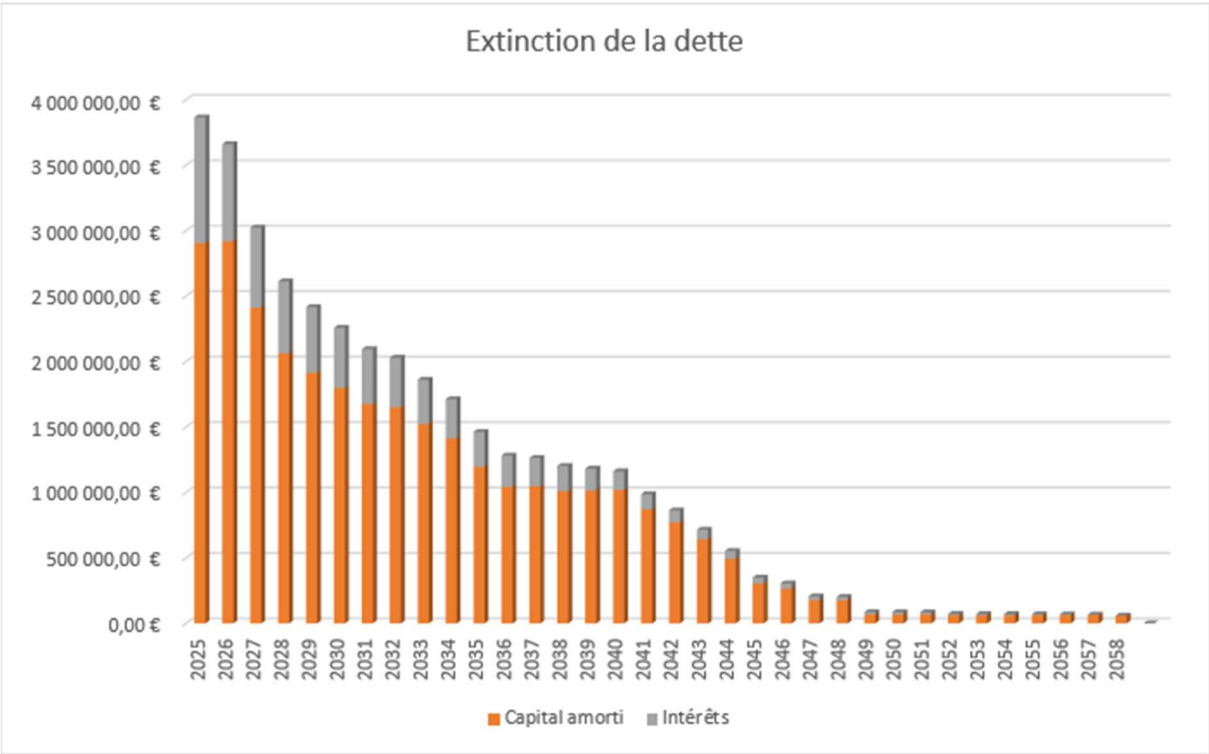
#### L'évolution des dépenses et des recettes

L'évolution des dépenses et des recettes





### L'annuité



	Capital	Intérêt	Annuité
CA 2022	2 720	762	3 482
CA 2023	2 754	837	3 591
CA 2024	3 235	1 071	4 306

## L'autofinancement

L'épargne brute s'élève à 3 242K€ et l'épargne nette baisse de manière très significative à 8K€ en raison de l'effet ciseau d'une hausse des dépenses de fonctionnement et du pic de l'annuité (1 071K€ + 3 235K€)

<b>Evolution de l'épargne</b> (en milliers d'euros)	<b>CA 2023</b>	<b>CA 2024</b>
Epargne de gestion Hors frais financiers et remboursement du capital	4 807	4 063
Epargne brute	3 844	3 242
Epargne Nette	1 090	8

La baisse de l'épargne nette avait été prévue et s'explique par les projets d'ampleur portés par la commune sur cette dernière mandature, c'est pourquoi les exercices 2025 et 2026 vont être prioritairement orientés vers la reconstitution de l'épargne nette de la commune et de sa capacité d'investissement.

Il s'agit de poursuivre la politique de désendettement annoncé depuis 2023, date à laquelle les niveaux d'emprunts ont été notablement réduits, passant de 1 686 K€ d'emprunt en 2023 à 1 292 K€ en 2024, les projets majeurs étant en cours de finalisation.

Il ne sera donc intégré au programme d'investissement cette année uniquement les projets dont le financement est assuré (subventions notifiées) – tel que le projet de désimperméabilisation des cours d'école – et les travaux indispensables aux équipements et au patrimoine de la commune.

## 4. La gestion des ressources humaines

### 4.1. La structure des effectifs au 31 décembre 2024

Organisation de la collectivité :

- Direction Générale
- Cabinet / communication
- Pôle citoyenneté
- Pôle Développement urbain
- Pôle Finances – achats
- Pôle Technique
- Pôle Cohésion Sociale
- Pôle Ressources Humaines
- Service Informatique
- Service des Sports
- Service Culturel
- Service Education
- Service Sécurité

### 4.2. La rémunération :

- Rémunération principale (64111) : **4 452 K€**
- SFT (64112) : **39,7 K€**
- NBI (64113) : **62,5 K€**
- Régime indemnitaire / HS (64118) : **991 K€**
- Dont Heures supplémentaires élections (non titulaires inclus) : **32 K€**

*Etat détaillé des heures supplémentaires effectuées et payées pour les titulaires et les non titulaires :*

Pôle	Montant HS
CITOYENNETE	<b>11,7 K€</b>
CABINET / RH (astreinte technique)	<b>9 K€</b>
SPORT ET CULTURE	<b>24 K€</b>
SOCIAL et EDUCATION	<b>19 K€</b>
TECHNIQUE	<b>28 K€</b>

Les heures supplémentaires sont à rapprocher des astreintes, remplacements de personnel, manifestations en dehors des heures de travail :

- Service technique (propreté urbaine / centre technique)
- Bâtiments / alarmes / bornes
- Equipements sportifs
- Ecoles remplacements ponctuels d'agents
- Du service sécurité pour les manifestations publiques et les aléas climatiques

#### 4.3. Rémunération des non titulaires :

- Rémunération (64131) : **891 K€**
- SFT (64132) : **10 K€**
- Indemnité de fin de contrat (64136) : **9 K€**

Régime indemnitaire / congés payés + HS (64138) : **161 K€**

- Saisonniers Château<sup>5</sup>
- Saisonniers Piscine
- Saisonniers service technique
- Saisonniers Police Municipale (ASVP pour la surveillance des manifestations sur la période estivale)
- Remplacements des agents en congé maladie ordinaire / longue maladie / grave maladie / accident de service / accident de trajet / maladie professionnelle / congé maternité et congé parental
- Renfort des différents services en fonction des besoins occasionnels (distribution du bulletin municipal / encadrement camps pour la jeunesse ...)
  - 1 contrat « emploi compétence » : **25 K€**
  - 2 Adultes relais : **41 K€**
  - 1 contrat d'apprentissage (Service des espaces verts – niveau BTS) (6417) : **9,7 K€**

#### 4.4. Les avantages en nature :

- 9 logements de fonction pour nécessité absolue de service : **28 K€**
- 1 avantage en nature repas : **0,7 K€**
- 1 véhicule de remisage à domicile : **1 K€**

#### 4.5. Embauches/mobilités 2024

- 1 agent administratif pour l'accueil générale de la ville – départ à la retraite
- 1 agent administratif au service réglementation et administration générale – suite à démission
- 1 gestionnaire administratif et technicien des cimetières – départ à la retraite
- 1 agent administratif CLB – mobilité interne
- 1 agent administratif CAC – mobilité interne
- 1 commis de cuisine en charge de la livraison – départ à la retraite
- 1 agent PM – suite à mutation
- 1 agent PM- création de poste
- 1 directrice du service des sports – suite à mutation
- 1 technicien responsable des espaces publics – suite à mutation
- 1 technicien en charge de projets bâtiments – départ à la retraite
- 1 contrôleur assermenté en urbanisme/environnement – suite à une mobilité interne
- 1 assistant régie CAC – création de poste
- 2 agents accueil et surveillance du patrimoine CAC à mi-temps - création de poste
- 1 agent d'accueil/billetterie CAC à temps complet – création de poste

<sup>5</sup> Dans l'attente de la création du budget annexe



- 2 médiatrices CAC – création de poste
- 1 chargée d'exposition – création de poste
- 1 régisseur d'exposition – création de poste
- 1 directrice générale des services – départ du DGS
- 1 agent des finances – mutation d'un titulaire

#### **4.6. Stagiairisations et titularisations :**

- 18 mises en stage (4 au pôle citoyenneté + 2 PM, 1 au service des sports, 4 au service éducation, 3 au pôle technique, 1 au service informatique, 1 au service culturel, 1 au pôle finance, 1 au pôle RH)
- 8 titularisations (1 au service des sports, 2 au pôle technique, 1 au service PM, 3 au service éducation, 1 au pôle finances)

#### **4.7. Arrivées de titulaires :**

- 5 mutations
- 1 recrutement par voie de détachement au CAC

#### **4.8. Avancements de carrière**

- 23 avancements de grade (1 en catégorie A / 4 en catégorie B / 18 en catégorie C)

#### **4.9. Départs à la retraite**

- 1 adjoint administratif en charge accueil à l'administration générale – recrutement externe
- 1 agent de maîtrise principal et 1 adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe service administration funéraire – recrutement externe et réintégration d'un agent en disponibilité
- 1 commis de cuisine/livraison – recrutement externe
- 1 technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe – recrutement en externe
- 1 adjoint technique au service éducation – pas de remplacement

#### **4.10. Départs divers**

- Adjoint administratif service réglementation et administration générale – démission
- 1 adjoint administratif service communication – démission suite à disponibilité
- 1 directeur du service des sports – mutation
- 1 gardien brigadier de police municipale - mutation
- 1 adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe service éducation - démission suite à disponibilité
- 1 gardien brigadier de police municipale – fin de stage
- 2 radiations des cadres pour absence de demande de réintégration en fin de droit à disponibilité.

---

### La formation des agents

---

- **Cotisation obligatoire CNFPT : 55 K€**
- **Nombre d'agents formés : 71 agents**
- **Nombre d'intitulés de formation : 45 intitulés**

#### 4.11. Formations organisées en intra :

Management de la transversalité	1 session	17 agents
SST	3 sessions	29 agents
Habilitation électrique	3 sessions	34 agents
Sécurisation des travaux en hauteur	1 session	10 agents

#### 4.12. Formations liées à la sécurité au travail / Autorisations de conduite / CACES / habilitations

- **Coût pédagogique formations hors CNFPT : 32,7 K€**
  - 32 intitulés de formation suivis par 60 agents
  - Sauveteur Secouriste du Travail : 4 sessions / 28 agents
  - SSIAP 1 : 6 agents – coût pédagogique 7,3 K€

---

### DIALOGUE SOCIAL

---

*Projets qui ont vu le jour en 2024 :*

#### 1) Distribution de chèques KADOBENAS aux agents de la collectivité :

- Budget principal : entre 204 et 207 agents
- a) **Montant attribué :**
  - Pour une valeur de 80€ pour les catégories A
  - Pour une valeur de 90€ pour les catégories B
  - Pour une valeur de 100€ pour les catégories C
- b) **Budget correspondant :**
  - Budget principal : 19 K€

Projets 2025 :

- La mise en place du logiciel « gestion du temps de travail » = saisie des congés et RTT + des éléments de paie variables comme HS astreintes dans le cadre de l'optimisation du temps de travail
- Mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de la participation employeur à la mutuelle prévoyance :
  - 7€ pour les agents de catégorie A
  - 9€ pour les agents de catégorie B
  - 11€ euros pour les agents de catégorie C
- Mise en place d'un règlement intérieur à la collectivité
- Augmentation de la cotisation patronale CNRACL + 3% en 2025 : 133 K€.

*Bilan 2024 du Comité National d'Action Sociale*

- Cotisation annuelle versée par la collectivité au Comité National d'Action Sociale : **48 K€**
  - ✓ 992 dossiers de prestations (billetterie / chèques vacances / séjours voyages / aides diverses / CESU / chèques culture...) concernant 171 agents.

## 5. Le compte administratif 2024

### ► Fonctionnement – Dépenses (en milliers d'euros)

IMPUTATION	Libellé	CA 2022	CA 2023	BP 2024 +DM +RAR N-1	CA 2024 y/c rattachements
011	Charges à caractère général	2 882	3 308	4 277	4 028
012	Charges de personnel	8 849	8 873	9 663	9 589
65	Autres charges de gestion courante	2 438	2 615	2 920	2 762
66	Charges financières	767	962	1 090	1 037
67	Charges exceptionnelles	14	39	15	10
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires		5	23	23
014	Atténuation de produits	17	27	28	27
042 + 023	Opérations d'ordre de transfert entre sections	886	967	3 303	894
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>		<b>15 853</b>	<b>16 796</b>	<b>21 319</b>	<b>18 370</b>
<b>Total dépenses réelles de fonctionnement (DRF)</b>		<b>14 967</b>	<b>15 829</b>	<b>18 016</b>	<b>17 476</b>

Différence DRF BP 2024 / CA 2024 = **-540**

### ► Fonctionnement – Recettes (en milliers d'euros)

IMPUTATION	Libellé	CA 2022	CA 2023	BP 2024 +DM +RAR N-1	CA 2024 y/c rattachements
70	Produits des services et des domaines	1 123	1 220	1 470	1 382
73	Impôts et taxes	14 553	15 318	15 787	15 985
74	Dotations et participations	2 038	2 093	2 267	2 309
75	Autres produits de gestion courante	507	505	642	624
77	Produits exceptionnels	31	146		33
013	Atténuation de charges	258	157	161	169
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	235	321	292	297
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>18 745</b>	<b>19 760</b>	<b>20 619</b>	<b>20 799</b>
<b>Total Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)</b>		<b>18 510</b>	<b>19 439</b>	<b>20 327</b>	<b>20 502</b>
<b>Produits de cession</b>		<b>-3</b>	<b>-55</b>		<b>-33</b>
<b>RRF</b>		<b>18 507</b>	<b>19 384</b>	<b>20 327</b>	<b>20 469</b>

Accusé de réception en préfecture  
007-210101934-20250313-DEL2025-020-20  
Date de télétransmission : 18/03/2025  
Date de réception préfecture : 18/03/2025

► Investissement – Dépenses (en milliers d'euros)

IMPUTATION	Libellé	CA 2022	CA 2023	BP 2024 + DM + RARn-1	CA 2024 y/c reports
10	Dotations - fonds divers	0	0	50	0
1025	Centre ancien O U C	0	1	1	0
1035	PUI Agora Paysagère	11	0	0	0
1036	Restauration Château	1 935	3 527	3 435	3 375
1038	Projet Urbain Pont d'Aubenas	97	7	30	0
13	Subventions d'investissement	0	27	15	2
16	Remboursement d'emprunts (capital et cautionnements)	2 720	2 756	3 258	3 240
20 / 204 / 21 /23	Dépenses d'équipement	2 268	3 002	4 648	4 008
45	Opérations pour compte de tiers	83	0	0	0
040/041	Opérations d'ordre entre sections (travaux en régie et Opérations patrimoniales)	542	321	437	370
001	Déficit d'investissement	534	368	933	0
Total des dépenses réelles d'investissement		7 114	9 319	11 436	10 625
<b>Total dépenses d'investissement</b>		<b>8 190</b>	<b>10 009</b>	<b>12 807</b>	<b>10 995</b>

► Investissement – Recettes (en milliers d'euros)

IMPUTATION	Libellé	CA 2022	CA 2023	BP 2024 +DM +RAR N-1	CA 2024 y/c reports
10	Dotations et fonds propres	1 125	1 123	1 336	1 347
13	Subventions	1 897	2 392	3 915	3 775
138	Autres subventions d'investissement non transférables	14	14	14	18
16	Emprunts (BP+reports)	523	1 320	1 292	1 292
168741	Dettes communes membres du GFP	0	0	199	199
16	Emprunts relais CT	0	367	0	0
165	Dépôts et cautionnements reçus	4	1	10	7
2031	Immobilisations incorporelles	0	0	0	17
23	Immobilisations en cours	0	0	3	3
<b>Sous-total des recettes</b>		<b>3 563</b>	<b>5 217</b>	<b>6 769</b>	<b>6 658</b>
45	Opérations pour le compte de tiers	96	0	0	0
1068	Affectation du résultat de fonctionnement	2 971	2 892	2 263	2 263
040 + 021	Opérations d'ordre de transfert entre sections + virement de la section de fonctionnement	886	967	3 302	893
041	Opérations patrimoniales	306	0	144	73
024	Produits des cessions			325	0
<b>Total recettes d'Investissement</b>		<b>7 822</b>	<b>9 076</b>	<b>12 803</b>	<b>9 887</b>

## 6. Le budget général pour 2025

### 6.1. Les dépenses de fonctionnement

Chapitre 011 - Charges à caractère général En K€		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
3 539	4 234	3 463

La baisse des charges à caractère générale s'explique principalement par le transfert de certaines charges au budget annexe du CACP (595 k€) et du CCAS ainsi que par la diminution relative des charges d'électricité.

L'inflation a été intégrée à environ 1.5%

Chapitre 012 – Charges de personnel En K€		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
8 899	9 663	9 286

Le chapitre 12 est impacté à la baisse par la création du budget annexe CACP (- 465 K€) mais cette baisse est compensée partiellement par l'augmentation (+3%) de la CNRACL soit environ + 133 K€.

Il est à noter que cette hausse est la 1<sup>ère</sup> de la série, il est en effet prévu 2 augmentations de 4%/an en 2026 et 2027.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion En K€		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
2 619	2 920	3 876

Ce chapitre comprend principalement les subventions versées, les déficits des budgets annexes et les indemnités des élus.

L'augmentation de ce chapitre a pour une large part pour corollaire, la baisse du chap 011 avec notamment la prévision de déficit du Budget annexe du CACP (900 K€). Y sont prévus également, le développement des actions portées par le CCAS (+30K€)

Chapitre 66 - Charges financières En K€		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
964	1 090	993

## 6.2. Les recettes de fonctionnement en K€

70 produits des services, domaines et vente		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
1 159	1 470	1 218
73 Impôts et taxes		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
15 162	17 277	16 030
74 Dotations et participations		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
2 099	2 287	2 139
75 Autres produits de gestion		
BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
501	622	563

Les recettes seront stables globalement

### 6.3. L'autofinancement prévisionnel

	BP 2023	BP 2024	ROB 2025 (*)
Autofinancement	3 102	3 011	3 554

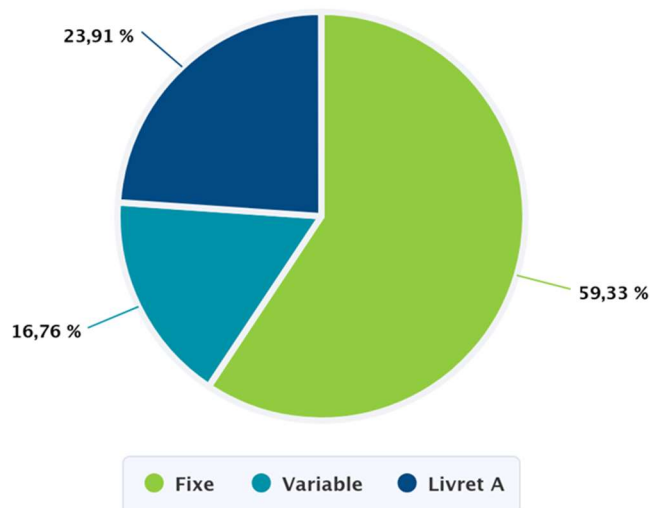
## 7. La dette en K€

Remboursement capital	3 235 K€
Intérêts	1 037 K€
	<hr/>
	4 272 K€

*Typologie de la dette communale (budget ville et budgets annexes)*

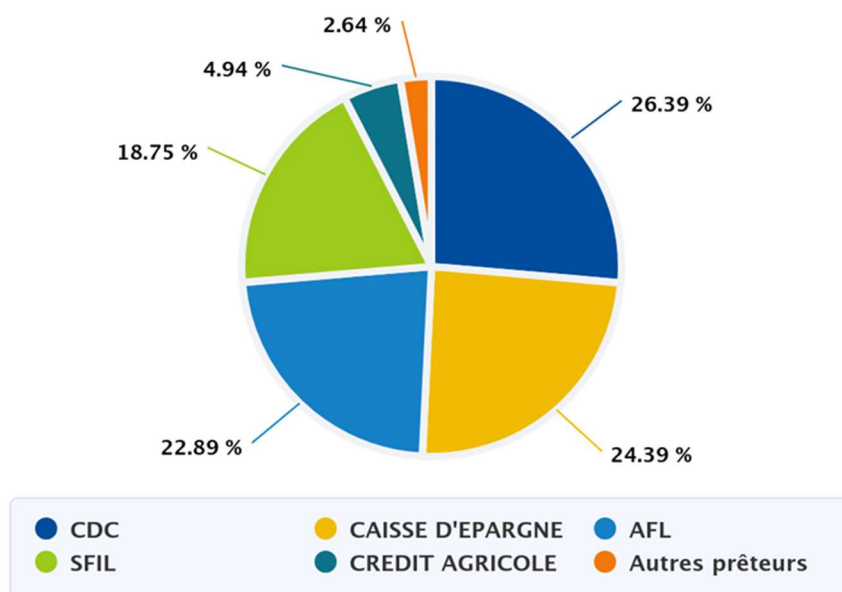
Le taux moyen est de 3,26 %

### Répartition de la dette

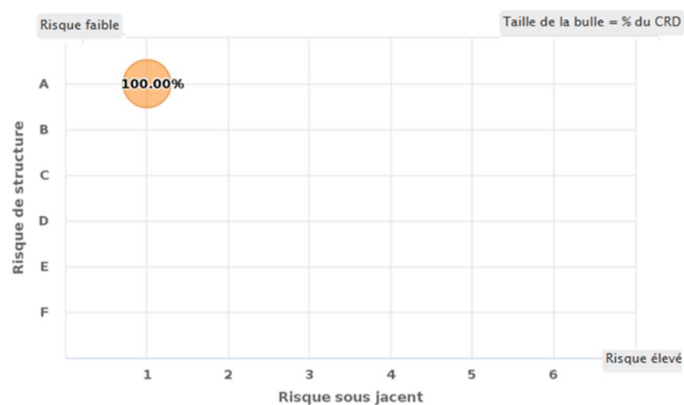




## Dette communale par prêteur

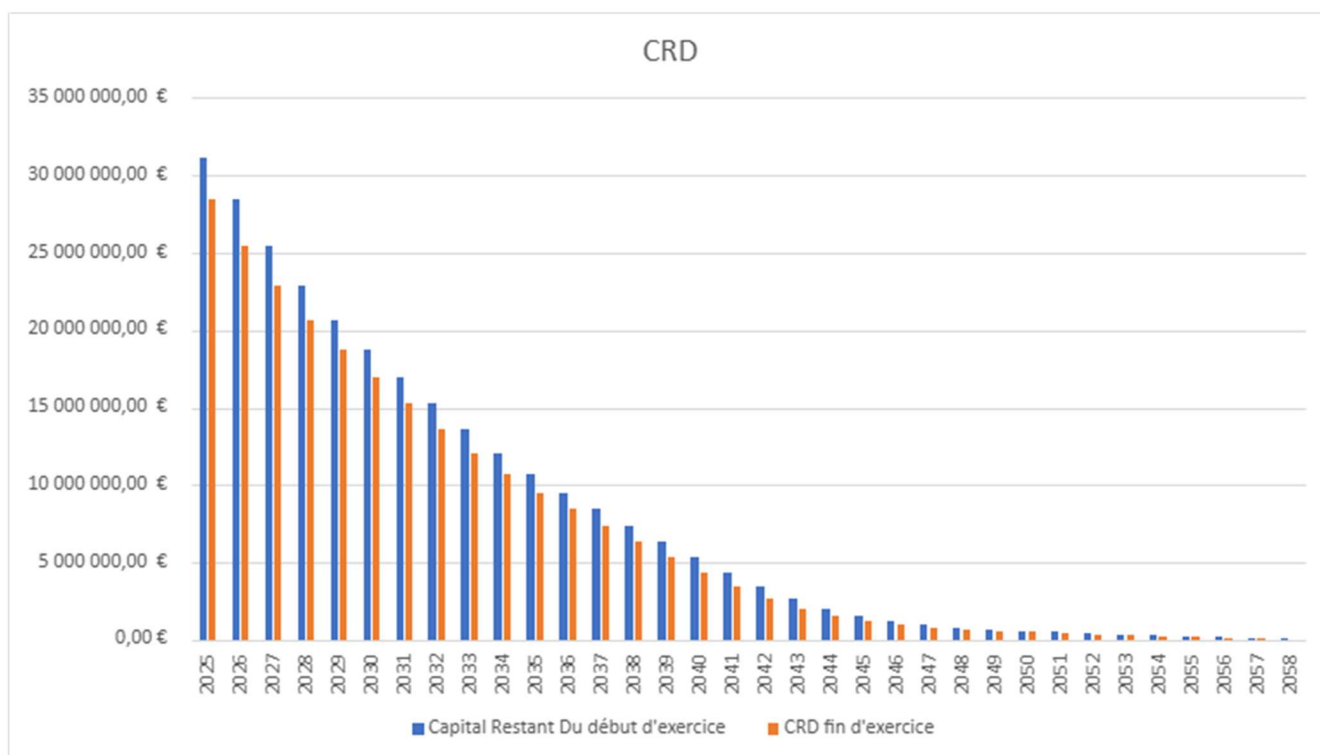


## Dette selon charte de bonne conduite



<b>Capacité d'extinction de la dette :</b>
--

BP 2017	Au 01/01/2017	$\frac{33\,246}{2\,918}$	=	11,39 années
BP 2018	Au 01/01/2018 (transfert prêt médiathèque)	$\frac{33\,253}{3\,376}$	=	9,85 années
BP 2019	Au 01/01/2019	$\frac{35\,583}{3\,660}$	=	9,72 années
BP 2020	Au 01/01/2020	$\frac{35\,866}{3\,453}$	=	10,67 années
CA 2020	Au 31/12/2020	$\frac{37\,270}{3\,792}$	=	9,83 années
BP 2021	Au 01/01/2021	$\frac{37\,270}{3\,300}$	=	11,29 années
CA 2021	Au 31/12/2021	$\frac{36\,700}{3\,816}$	=	9,62 années
BP 2022	Au 01/01/2022	$\frac{36\,700}{3\,349}$	=	10,96 années
CA 2022	Au 31/12/2022	$\frac{34\,503}{3\,775}$	=	9,14 années
BP 2023	Au 01/01/2023	$\frac{34\,503}{3\,392}$	=	10,17 années
CA 2023	Au 31/12/2023	$\frac{33\,436}{3\,844}$	=	8,70 années
BP 2024	Au 01/01/2024	$\frac{33\,436}{3\,010}$	=	11,11 années
CA 2024	Au 31/12/2024	$\frac{31\,192}{3\,242}$	=	9,6 années
ROB 2025 <sup>(*)</sup>	Au 01/01/2025	$\frac{31\,192}{3\,554}$	=	9,6 années



	Capital	Intérêt	Annuité
BP 2022	2 716	760	3 476
BP 2023	2 767	845	3 612
BP 2024	2 881	1 070	3 951
ROB 2025(*)	3 040	963	4 003

## 8. Les investissements

Les investissements seront minimisés afin de limiter le recours à l'emprunt.

Les nouvelles inscriptions devraient être de l'ordre de 1 148 K€ pour les immobilisations en cours (chap 23) incluant notamment la végétalisation de la 1ère cours d'école (250 K€) et en matière de voirie le haut de la rue Georges Couderc ainsi que la rue V D'Indy pour 430 K€.

La majorité des projets portent sur de la maintenance des bâtiments communaux (CLB, Eglise St Laurent, gymnase des Blaches...

Le total des nouvelles dépenses d'investissement serait de l'ordre de 3 202 K€.

Les recettes prévoient un emprunt à 800 K€ dont 500 K€ qui correspondent à des subventions sollicitées, dont l'instruction est en cours, pour lesquelles nous avons bon espoir mais pour lesquelles nous n'avons pas d'arrêtés attributifs.

# **LES BUDGETS ANNEXES**

## **RATTACHES AU BUDGET**

### **PRINCIPAL**

## 9. Les budgets annexes

### 9.1. Budget eau

#### Les résultats provisoires de l'exercice 2024 (en milliers d'euros)

Le compte administratif provisoire donne les résultats suivants :	
Fonctionnement	
Excédent de fonctionnement de l'exercice 2024	249 K€
Investissement	
Résultat d'investissement de l'exercice 2024	36 K€
Excédent d'investissement reporté de l'exercice 2023	786 K€
Excédent de clôture d'investissement de l'exercice 2024	822 K€

#### Les orientations en fonctionnement

##### Informations détaillées sur le personnel

##### La structure des effectifs au 31 décembre 2024

Organisation du service :

- Service administratif et direction
- Exploitation

##### La rémunération :

- Rémunération principale (6411) : **358 K€**
- Régime indemnitaire : **86 K€**
- NBI : **6 K€**

##### Etat des heures supplémentaires :

SERVICE	Montant
EXPLOITATION	<b>7 K€</b>

Les heures supplémentaires sont à rapprocher des astreintes techniques (semaine et weekend).

##### Avancements de carrière

- 1 avancement de grade par ancienneté (1 au grade d'agent de maîtrise principal)

##### La formation des agents

- **Cotisation CNFPT 2024** : 4 K€
- **Coût pédagogique hors CNFPT** : 3 360€ (métiers de l'eau et formations dans le domaine de la sécurité)
- **Nombre d'agents formés** : 11 agents
- **Nombre d'intitulés de formation** : 18 actions de formation.

---

## DIALOGUE SOCIAL

---

### Bilan 2024 du Comité National d'Action Sociale :

- Cotisation annuelle versée par la collectivité au Comité National d'Action Sociale : **3 K€**

### Projets qui ont vu le jour en 2024 :

#### **Distribution de chèques KADOBENAS aux agents de la collectivité :**

- Budget eau : 13 agents titulaires + 1 agent contractuel

#### **Montant attribué :**

- Pour une valeur de 80€ pour les catégories A
- Pour une valeur de 90€ pour les catégories B
- Pour une valeur de 100€ pour les catégories C
- Budget eau : 1 K€

### Projets 2025 :

- La mise en place du logiciel « gestion du temps de travail » = saisie des congés et RTT + des éléments de paie variables comme HS astreintes dans le cadre de l'optimisation du temps de travail
- Mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de la participation employeur à la mutuelle prévoyance :
  - 7€ pour les agents de catégorie A
  - 9€ pour les agents de catégorie B
  - 11€ euros pour les agents de catégorie C
- Mise en place d'un règlement intérieur à la collectivité
- Augmentation de la cotisation patronale CNRACL + 3% en 2025 : **10 K€** pour sur l'année.

TABLEAU DES EFFECTIFS BUDGET ANNEXE DE L'EAU - DECEMBRE 2024						
POSTES						
Grades	Cat	Créés	TNC		TC	
			pourvus	dispo	pourvus	dispo
FILIERE ADMINISTRATIVE						
Rédacteur principal de 1ère classe	B	1	0	0	1	0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	0	0	1	0
Adjoint administratif	C	2	0	0	1	1
Sous total filière administrative		4	0	0	3	1
FILIERE TECHNIQUE						
Ingénieur territorial	A	1	0	0	1	0
Agent de maîtrise principal	C	4	0	0	4	0
Agent de maîtrise	C	2	0	0	0	2
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	2	0	0	2	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	2	0	0	2	0
Adjoint technique	C	3	0	0	2	1
Sous total filère technique		14	0	0	11	3
TOTAL GENERAL		18	0	0	14	4

### La dette (en milliers d'euros)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'encours de la dette du budget annexe eau est de 2 524 K€.

La ville n'a réalisé aucun emprunt pour ce budget en 2024.

Evolution de l'annuité

	Capital	Intérêts	Annuité
CA 2024	231 K€	89 K€	320 K€
ROB 2025	238 K€	82 K€	320 K€



### **L'épargne (en milliers d'euros)**

Recettes réelles de fonctionnement de 2024 (hors cessions) :	3 989 K€
Dépenses réelles de fonctionnement de 2024 (moins les travaux régie)	3 285 3 K€
<b>L'épargne brute 2024 est estimée à</b>	<b>703 K€</b>
<b>L'épargne nette 2024 est estimée à</b>	<b>472 K€</b>
Les dépenses d'équipement y compris les travaux en régie s'élèvent en 2024 à :	217 K€

### *Prévisions d'investissement de l'exercice 2025 (provisoire)*

Ce sont la rénovation du réservoir de l'Airette pour 153 K€ et le nouvel adducteur Chevron pour 1 000 K€ ; il est espéré 400 K€ de subventions de l'agence de l'eau.

## **9.2. Budget assainissement**

### **Les résultats provisoires de l'exercice 2024 (en milliers d'euros)**

Le compte administratif provisoire donne les résultats suivants :

#### **Fonctionnement**

Excédent de fonctionnement de l'exercice 2024 91 K€

#### **Investissement**

Résultat d'investissement de l'exercice 2024 -58 K€

Excédent d'investissement reporté de l'exercice 2023 123 K€

Excédent de clôture d'investissement de l'exercice 2024 65 K€

### **Les orientations en fonctionnement**

Compte tenu des résultats de ce budget annexe et ce, malgré l'augment des tarifs de 3% pour la part fixe et 1,5% de la part variable votée en 2024, l'équilibre en fonctionnement comme en investissement reste périlleux., il sera peut-être nécessaire de revoir de nouveaux ces tarifs en 2025. Le déséquilibre en fonctionnement serait de l'ordre de – 90 K€.

### **Informations détaillées sur le personnel**

*La structure des effectifs au 31 décembre 2024*

- Service administratif et direction
- Exploitation

### *La rémunération*

- Rémunération principale (6411) : **147 K€**
- Régime indemnitaire : **39 K€**
- NBI : 1 772.15 €

### *Etat des heures supplémentaires :*

Pôle	Montant HS
EXPLOITATION	<b>11 K €</b>

Les heures supplémentaires sont à rapprocher des astreintes techniques (semaine et weekend).

### *La formation des agents*

- Cotisation CNFPT : 1 511 euros TTC
- Coût pédagogique (hors CNFPT) : 4 300€ pour des formations dans le domaine de la sécurité
- Nombre de formation : 7 intitulés
- Nombre d'agents formés : 5 agents

---

## **DIALOGUE SOCIAL**

---

Cotisation Comité d'œuvres Sociales : 1 374€/ an

### Projets qui ont vu le jour en 2024 :

#### **Distribution de chèques KADOBENAS aux agents de la collectivité :**

- Budget assainissement : 5 agents titulaires + 1 agent contractuel

### *Montant attribué :*

- Pour une valeur de 80€ pour les catégories A
- Pour une valeur de 90€ pour les catégories B
- Pour une valeur de 100€ pour les catégories C

### *Budget correspondant :*

- Budget assainissement : 590€

### Projets 2025 :

- La mise en place du logiciel « gestion du temps de travail » = saisie des congés et RTT + des éléments de paie variables comme HS astreintes dans le cadre de l'optimisation du temps de travail
- Mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de la participation employeur à la mutuelle prévoyance :
  - 7€ pour les agents de catégorie A
  - 9€ pour les agents de catégorie B
  - 11€ euros pour les agents de catégorie C
- Mise en place d'un règlement intérieur à la collectivité
- Augmentation de la cotisation patronale CNRACL + 3% en 2025 : **4 K€** sur l'année.

TABLEAU DES EFFECTIFS BUDGET ANNEXE DE L' ASSAINISSEMENT - DECEMBRE 2024						
POSTES						
Grades	Cat	Créés	TNC		TC	
			pourvus	dispo	pourvus	dispo
FILIERE TECHNIQUE						
Technicien principal de 1ère classe	B	1	0	0	1	0
Technicien territorial	B	0	0	0	0	0
Agent de maîtrise principal	C	2	0	0	2	0
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	1	0	0	1	0
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	1	0	0	0	1
Adjoint technique	C	1	0	0	1	0
Sous total filère technique		6	0	0	5	1
TOTAL GENERAL		6	0	0	5	1

### **La dette (en milliers d'euros)**

	Capital	Intérêts	Annuité
CA 2024	291 K€	112 K€	404 K€
ROB 2025	306 K€	107 K€	413 K€

***L'épargne (en milliers d'euros)***

Les recettes réelles de fonctionnement de 2024 s'élèvent à : 2 421 K€

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2024 s'élèvent à : 1 998 K€

L'épargne brute 2024 est estimée à : 422 K€

L'épargne nette 2024 est estimée à : 130 K€

Les dépenses d'équipement s'élèvent en 2024 à : 232 K€

***Prévisions d'investissement de l'exercice 2025 (provisoire)***

Mise en séparatif rue d'Indy pour 40 K€, rue du Lavoir pour 30 K€ et rue de la Pailhouse pour 80 K€.

### 9.3. Budget abattoirs

#### *Les résultats provisoires de l'exercice 2024 (en milliers d'euros)*

*Le compte administratif provisoire donne les résultats suivants :*

##### **Fonctionnement**

Résultat de fonctionnement de l'exercice 2024	-32 K€
---	--------

##### **Investissement**

Résultat d'investissement de l'exercice 2024	-127 K€
--	---------

Excédent d'investissement reporté de l'exercice 2023	607 €
--	-------

Excédent de clôture d'investissement de l'exercice 2024	479 K€
---	--------

#### ***Les orientations en fonctionnement***

Une augmentation des tonnages est attendu en raison de la fermeture d'Alès. En janvier l'augmentation a été de +14% de volume traités.

La stabilisation des équipes est un des grands objectifs de cette année.

L'augmentation des tarifs de 5.8% à compter du 1<sup>er</sup>/03/2025 est intégré

*Informations détaillées sur le personnel*

#### ***La structure des effectifs au 31 décembre 2024***

##### *Organisation du service*

- Direction
- Adjoint à la direction – responsable qualité et sécurité
- Chargé d'hygiène et de sécurité
- Chef de chaine – secteur propre
- Chef de chaine – secteur sale
- 16 salariés sur chaine

##### *La rémunération*

- Rémunération principale (6411) : **545 K€** correspondant aux salaires nets versés aux salariés
  - Dont Indemnité pour inaptitude d'origine professionnelle : **9 K€ bruts**
  - Dont Indemnité de licenciement pour inaptitude : **52 K€ nets**
- Revalorisation conventionnelle des salaires : **Une au 1<sup>er</sup> avril 2024**

---

## DIALOGUE SOCIAL

---

### Distribution de chèques KADOBENAS aux agents de la collectivité :

- Abattoirs : 19 salariés

#### Montant attribué :

- Pour une valeur de 80€ pour les catégories A
- Pour une valeur de 90€ pour les catégories B
- Pour une valeur de 100€ pour les catégories C

#### Budget correspondant :

- Abattoirs : 1 850€

#### Projet 2025 :

- Une formation hygiène pour tout le personnel
- Une formation « Document Unique »
- Travaux de rénovation des locaux administratifs, de la salle de pause et des vestiaires.

#### **La dette (en milliers d'euros)**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'encours de la dette du budget annexe abattoir est de 87 K€.

La ville n'a réalisé aucun emprunt pour ce budget en 2024.

#### Evolution de l'annuité (en milliers d'euros)

	Capital	Intérêts	Annuité
CA 2024	31 K€	4 627 €	35 K€
ROB 2025	32 K€	3 600 €	35 K€

#### **L'épargne (en milliers d'euros)**

Les recettes réelles de fonctionnement de 2024 s'élèvent à : 1 900 K€

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2024 s'élèvent à : 1 933 K€

**L'épargne brute 2024 est estimée à : 108 K€**

**L'épargne nette 2024 est estimée à : 76 K€**

Les dépenses d'équipement s'élèvent en 2024 à : 303 K€

### **Prévisions d'investissement de l'exercice 2025 (provisoire)**

Une étude globale « audit bâtiment et process » est lancée pour 29 K€.

Les travaux d'extension de la partie administrative pour une mise aux normes à la demande des services vétérinaires pour un montant de 470 K€ ; une subvention de 147K€ a été demandée à l'Etat.

## **9.4. Budget stationnement des parcs publics aménagés**

### **Les résultats provisoires de l'exercice 2024 (en milliers d'euros)**

Le compte administratif provisoire donne les résultats suivants :

#### **Fonctionnement**

Excédent de clôture de fonctionnement de l'exercice 2024	48 K€
--	-------

#### **Investissement**

Résultat d'investissement de l'exercice 2024	-14 K€
--	--------

Déficit d'investissement reporté de l'exercice 2023	-28 K€
---	--------

Déficit de clôture d'investissement de l'exercice 2024	-42 K€
--	--------

### **Les orientations en fonctionnement**

Il s'agit de la 1<sup>ère</sup> année de fonctionnement avec la modification des tarifs des abonnements.

### **La dette (en milliers d'euros)**

	Capital	Intérêts	Annuité
CA 2024	143 K€	68 K€	211 K€
ROB 2025	149 K€	68 K€	217 K€

## **L'épargne**

Les recettes réelles de fonctionnement de 2024 s'élèvent à : 286 K€

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2024 s'élèvent à : 146K€

L'épargne brute 2024 est estimée à : 140 K€

L'épargne nette 2024 est estimée à : -3 K€

Les dépenses d'équipement s'élèvent en 2024 à : 2 K€

## **9.5. Budget camping**

**Budget proposé en clôture :** compte tenu du fait que ce camping a cessé son activité commerciale, qu'il n'y a plus de recettes de location, ce budget n'a plus lieu d'être maintenu.

### **Les résultats provisoires de l'exercice 2024 (en milliers d'euros)**

Le compte administratif provisoire donne les résultats suivants :

#### **Fonctionnement**

Résultat de fonctionnement de l'exercice 2024	-26 K€
Excédent de fonctionnement reporté de l'exercice 2023	<u>0,00 €</u>

Excédent de clôture de fonctionnement de l'exercice 2024 -26 K€

#### **Investissement**

Résultat d'investissement de l'exercice 2024	3 K€
Excédent d'investissement reporté de l'exercice 2023	<u>0,00 €</u>

Excédent de clôture d'investissement de l'exercice 2024 3 K€

### **L'épargne (en milliers d'euros)**

Les recettes réelles de fonctionnement de 2024 et l'excédent de fonctionnement reporté s'élèvent à : 57 K€

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2024 (moins les travaux en régie) s'élèvent à : 34 K€

**L'épargne brute égale à l'épargne nette 2024 est estimée à : 22 K€**



## 9.6. Budget France Service

**Budget proposé en clôture avec continuité de service dans le budget général :** étant donné que l'Espace France Services est un service public administratif, qu'il n'y a pas d'obligation à le gérer en budget annexe et que la comptabilité analytique permet le suivi de cette activité.

### *Les résultats provisoires de l'exercice 2024 (en milliers d'euros)*

Le compte administratif provisoire donne les résultats suivants :

#### **Fonctionnement**

Résultat de clôture de fonctionnement de l'exercice 2024	0 K€
--	------

#### **Investissement**

Résultat d'investissement de l'exercice 2024	0 K€
--	------

Déficit d'investissement reporté de l'exercice 2023	0 K€
---	------

Excédent de clôture d'investissement de l'exercice 2024	0 K€
---	------

## 9.7. Budget centre d'art contemporain et patrimonial

**Pour mémoire**, le budget annexe du Centre d'Art Contemporain et Patrimonial rattaché au budget principal de la commune a été créé par délibération n° 21 du 7 décembre 2023.

*Les orientations budgétaires pour 2025*

- La section de fonctionnement s'équilibre à 1 307 629,00 €
- La section d'investissement s'équilibre à 99 350,00 €

*L'autofinancement prévisionnel*

En milliers d'euros	ROB 2025 (*)
Autofinancement	94